



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra



Couverture sanitaire universelle en République du Tchad – un engagement national pour une gouvernance intersectorielle et plus d'équité, grâce aux opportunités et aux innovations existantes.



Dans le cadre de la réalisation des objectifs de développement durable relatifs à la santé, la Couverture sanitaire universelle (CSU) est un appel au ralliement - un appel pour une réforme revitalisée du secteur de la santé et pour la création de systèmes de santé plus solides pouvant fournir des soins de base de qualité aux populations au moment où elles en ont besoin.

L'objectif du projet d'appui aux districts sanitaires de la Coopération de la Suisse au Tchad est de réduire la morbidité et la mortalité maternelle et infantile, à travers un appui systémique avec un focus sur le renforcement de la gouvernance, des infrastructures, du système d'information sanitaire, de l'approvisionnement en médicaments, le renforcement des capacités et les services de proximité y compris la promotion de la santé. Il s'agit d'une approche globale visant à améliorer le bien-être de la population tchadienne, essentiellement rurale y compris la population nomade et celle vivant d'activités du secteur dit informel. Le projet est également actif au niveau national pour éclairer l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes. En collaboration avec d'autres donateurs, le Projet soutient le Ministère de la Santé Publique dans son ambition de faire de la CSU une réalité et d'empêcher les segments les plus pauvres et difficiles à atteindre de la population dépendant pour la plupart de l'économie informelle d'être continuellement laissés pour compte.

Le Tchad a adopté sa stratégie nationale de couverture sanitaire universelle en 2015 et bénéficie de l'appui technique et financier de la Coopération Suisse à travers le réseau de protection sociale en santé P4H. La cellule interministérielle de coordination intersectorielle a été mise en place en 2016. En tenant compte des dimensions de l'Organisation mondiale de la santé pour évaluer la couverture des services (capacité, expansion, réduction des paiements directs), la stratégie couvre 6 domaines principaux :

- 1) Élaborer des mécanismes contre les risques financiers ;
- 2) Utiliser les ressources plus efficacement et équitablement;
- 3) Favoriser le partenariat public-privé pour renforcer l'offre de services de santé ;
- 4) Prévenir les risques ayant une incidence la santé ;
- 5) Prendre davantage en compte les souhaits de la population ;
- 6) Mobiliser des ressources financières pour la CSU.

Plusieurs partenaires accompagnent le Tchad dans sa quête de mise en œuvre de la CSU, dont notre programme, le PADS. Nous unissons nos forces avec les principaux partenaires du secteur de la santé mais aussi avec ceux des autres secteurs (assurances, action sociale, statistiques, économie et élevage et agriculture) qui peuvent tous contribuer à la mise en œuvre de la CSU. C'est particulièrement vrai dans les zones rurales éloignées où tout le monde y gagne en tirant parti des synergies entre les secteurs. Un atelier de 3 jours avec 90 participants se tient du 2 au 4 mai 2018 pour partager les expériences avec les parties prenantes nationales, régionales et internationales à N'Djamena et pour identifier les prochaines lignes d'action pour encourager la coopération intersectorielle.

Comme l'indique *The Economist* de cette semaine, il y a de solides arguments en faveur de cet investissement. Au Tchad et dans les pays voisins, trop de personnes sont poussées dans la pauvreté d'une part à cause des dépenses de santé dites catastrophiques et d'autre part du fait de la mauvaise prise en charge de leurs problèmes de santé liés à une mauvaise qualité des soins et/ou aux barrières financières. Les coûts de l'absence de CSU sont payés par les pauvres dans la maladie, la souffrance humaine et la mort prématurée et par l'ensemble de la société à cause de ses effets néfastes sur l'éducation et la capacité de travail et l'inefficacité du système de santé en général. La CSU offre une vision alternative : l'investissement nécessaire pour le faire fonctionner apporte également des bénéfices substantiels pour les communautés, les individus et la société dans son ensemble. Une société en bonne santé est une société plus riche et plus résiliente - où les gens peuvent travailler de façon productive et où les enfants peuvent aller à l'école.

Cependant, au Tchad, avec la crise économique profonde qui a commencé en 2014, la question qui prévaut est : Qui va payer ? Même les plus pauvres sont prêts à partager un système solidaire à l'assurance maladie pour le bénéfice de leurs communautés. Là encore, d'autres secteurs peuvent avoir plus facilement accès aux populations pauvres et éloignées pour servir de points d'entrée aux assurances communautaires. Ces opportunités seront discutées au cours de l'atelier, ainsi que le besoin d'un plus grand nombre de données pour la planification financière et opérationnelle.

Nous ne devons pas oublier que cela signifie qu'il faut mobiliser les travailleurs de la santé pour qu'ils soient motivés, renforcés en capacités et qu'ils aient l'équipement avec un système de référence opérationnel qui permet d'atteindre même les communautés les plus éloignées. C'est la clé de l'équité - et le défi auquel le Tchad doit faire face en tant que l'un des pays les plus pauvres du monde.

Le Réseau de protection sociale en santé P4H est un réseau mondial – également soutenu par la Suisse entre autres – dédié au financement de la santé, à l'économie et à la protection sociale en santé pour une couverture sanitaire universelle. P4H vise à aider des pays comme le Tchad à apprendre les uns des autres dans la mise en œuvre de stratégies et d'interventions pour traduire la CSU en politiques et pratiques. Notre atelier – en dehors de vouloir favoriser la coopération entre le secteur de la santé et d'autres secteurs – présentera également des exemples de réussite au Tchad, comme les services conjoints de santé humaine et animale au sein de communautés pastorales mobiles où les deux secteurs tirent profit du partage des ressources. Cela a déjà éclairé les programmes de santé aussi dans les pays les mieux nantis, car le financement de la santé et l'utilisation judicieuse des ressources sont des problématiques universelles. L'apparente mauvaise position du Tchad l'oblige à innover davantage, avec des leçons qui peuvent même être utiles au-delà de ses frontières.

Citations :

L'unité de coordination interministérielle de la stratégie nationale du CSU a déclaré :

“ Cet atelier arrive à point nommé puisque nous devons favoriser nos échanges avec nos partenaires ! ”

“ Parmi les questions opérationnelles qui prévalent, on peut se demander si les nouveaux régimes d'assurance peuvent être promus sur le plan national et si les organisations professionnelles agricoles (éleveurs, cultivateurs de plantes cultivées) peuvent servir de points d'entrée pour les régimes d'assurance des populations rurales ”.

Le Secrétaire Général du Ministère de la Santé a souligné qu'ils souhaitent avoir plus d'informations sur le plan de mise en œuvre opérationnelle de la CSU - mais pour mieux échanger, qu'il faut une plateforme technique d'échange entre les partenaires, notamment entre la cellule interministérielle de Coordination de la stratégie CSU et le Ministère de la Santé.

“ De nombreux indicateurs de santé se sont améliorés au cours des dernières décennies, mais il reste encore beaucoup à faire. ”

“ La coopération intersectorielle avec les ministères des finances, de la planification, de l'action sociale et bien d'autres secteurs est aujourd'hui une stratégie clé du Ministère de la santé. ”

Le représentant de la coopération de la Suisse a commenté :

“ Nous avons des projets dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'élevage de sécurité alimentaire avec l'aide humanitaire dans les mêmes zones du Tchad. Nous voulons voir plus d'approches harmonisées (intersectorialité) entre ces programmes à l'avenir en vue d'une meilleure gouvernance et davantage de coordination des partenaires techniques et financiers pour une complémentarité des synergies. ”

“ La Suisse soutient le financement et la mise en œuvre de la CSU dans les pays à faibles ressources - parce que nous pouvons, et nous devons réussir. ”

Boukari Ouedraogo, Coordinateur de PADS, a ajouté : *“ Des services de qualité accessibles et acceptés sont essentiels pour progresser vers la CSU - la qualité et l'accès sont la porte ouverte pour engager les communautés, trouver des champions parmi les acteurs communautaires pour la santé et mettre en pratique une plus grande équité. ”*

En savoir plus :

Ministère de la Santé Publique, Tchad <https://www.sante-tchad.org/>

Direction du développement et de la coopération suisse :
<https://www.erweiterungsbeitrag.admin.ch/deza/fr/home/pays/tchad.html>

P4H Social Protection Network : <https://p4h.world/fr>

The Economist : <https://www.economist.com/news/leaders/21741138-case-it-powerful-oneincluding-poor-countries-universal-health-care-worldwide>

Swiss TPH : <https://www.swisstph.ch/de/projects/project-detail/project/support-project-for-the-health-districts-in-chad-yao-and-danamadji/>

Centre de Support en Santé Internationale (CSSI) : <https://www.swisstph.ch/en/about/our-partners/> ET <https://td.cssi-int.org>